

Luttons pour Agir sur les horloges !

Contribution aux débats du CDFN de la FSU de Mars 2025

Ni Poutine, Ni Trump

Le capitalisme semble changer de braquet, nous assistons à une mutation qui rompt en profondeur avec les recettes néolibérales développées ces 40 dernières années. Dans la logique de course au profit, l'étape d'exploitation redoublée de la main d'œuvre et de développement de nouveaux marchés concurrentiels évolue, pour viser la fin de la régulation à l'échelle internationale et ainsi favoriser les logiques d'accaparement et de monopole sur des ressources bientôt épuisées et des marchés de plus en plus limités. Les politiques de renforcement des frontières, en particulier douanières, les tentations impérialistes et les logiques extractivistes sont aussi révélatrices du choix de miser massivement sur un renforcement des marchés de la tech, dont le besoin impératif de courir après les terres rares renforce encore la crise climatique, et de la volonté d'organiser un *backlash* sur les questions écologiques.

Oligarques, Trump, libertariens, néolibéraux et extrême droite : des intérêts convergents

Le 24 février, pour les trois ans de la guerre en Ukraine, les États-Unis ont joint leur vote à celui de la Russie pour s'opposer à une résolution de l'assemblée de l'ONU condamnant l'agression du régime de Poutine en Ukraine. Quelques heures plus tard, au Conseil de sécurité de l'ONU les États-Unis faisaient adopter une résolution très courte prônant une fin sans conditions au conflit, avec les voix de la Russie. Ce basculement de la position américaine s'est traduit depuis par la mise en scène télévisée de la réprimande de Zelensky dans le bureau ovale puis le gel des aides américaines et du

Cette escalade du désengagement états-unien traduit l'alliance objective nouée entre Trump et Poutine sur le dos de l'Ukraine, avec en ligne de mire le partage des richesses du sous-sol, notamment les métaux et les terres rares dont l'importance est stratégique pour le capitalisme. Car ce que promeut Trump, c'est bien un extractivisme forcené, qui combine exploitation minière, contrôle des chaînes de transport et de valorisation par les entreprises américaines, sous bouclier protectionniste. Les ambitions affirmées sur le canal du Panama mais aussi sur le Canada et le Groënland en témoignent. Celle-ux qui, au sein de l'élite, prônent le libertarisme, défendent un nouveau paradigme combinant autoritarisme, impérialisme et régime d'exclusion. Il vise à s'affranchir de l'État non régalien et des règles démocratiques perçues comme trop contraignantes pour le régime d'accaparement qu'ils défendent. Cette frange de l'élite nouvelle trouve en effet un intérêt matériel à promouvoir des mesures ouvertement inégalitaires, sur une base patriarcale et/ou raciste. La fascination nostalgique de Trump pour le régime d'apartheid en Afrique du Sud est révélatrice. Le ralliement de franges croissantes de l'oligarchie à l'extrême droite constitue un élément fort allant dans le sens de cette analyse. C'est aussi à cette aune qu'il faut comprendre le soutien inconditionnel de Trump à Israël et à l'option du nettoyage ethnique de Gaza et de la Cisjordanie. L'ingérence de Musk en Europe est la marque du choix de toute une partie des capitalistes de renoncer à la démocratie, et de développer un capitalisme autoritaire à l'échelle mondiale.

Afin de reconfigurer l'opinion selon ces nouveaux canons, Trump et Musk font feu de tout bois : après

avoir mis sous contrôle les réseaux sociaux et les médias, c'est à des pans entiers de politiques publiques appuyées sur la recherche qu'ils s'attaquent. En effaçant 120 mots et expressions, tels que *anti-racism*, *climate crisis*, *feminism*, *LGBTQ*, *oppression*, *social justice* des sites gouvernementaux et en interdisant leur emploi dans la recherche sous peine d'arrêt des financements, le trumpisme vise une contre-révolution épistémologique orwellienne. En réponse, le mouvement *Stand Up For Science* a connu un important écho dans le monde, y compris en France, où le pouvoir menace aussi l'université et la recherche, notamment par le jeu de coupes budgétaires sans précédent.

En France, la guerre comme opportunité, pour les libéraux, d'une guerre sociale

Depuis l'allocution de Macron, l'expression « économie de guerre » est martelée jusqu'à saturation. Comme pendant le COVID, les néolibéraux profitent de manière très opportuniste de la crise pour continuer de dérouler leur agenda. Les provocations du Medef sur la retraite à 70 ans, les bouteilles à la mer du président du COR sur le « travailler plus », ou le refus de Bayrou de revenir sur la réforme des retraites, illustrent comment les néolibéraux se servent des fragilités du monde pour mener la guerre sociale.

Leur « économie de guerre » est d'abord anti-sociale et ne consiste évidemment pas dans la nationalisation des moyens de production ; une « *guerre sociale* » contre les services publics, les retraites et la protection sociale en général, le temps de travail... C'est aussi un prétexte pour abandonner toute perspective en matière d'écologie et poursuivre sur la pente liberticide déjà prise par un pouvoir qui a de moins en moins de problème à remettre en cause les droits démocratiques.

Il y a certes de quoi être sidéré·es par ces attaques incessantes et sur tous les fronts, surtout avec l'extrême droite en embuscade. Pour autant, nous ne devons pas perdre de vue le fossé qui existe entre la vision du monde qui se déploie dans le marketing politique développé par les droites, et ce que pense et veut la majorité de la population. Selon les enquêtes de la Commission nationale consultative des droits de l'homme, le racisme a largement reculé ces quarante dernières années. Le

dernier rapport du Haut comité de l'égalité femmes-hommes montre quant à lui que la population attend des pouvoirs publics qu'ils agissent contre les inégalités entre les femmes et les hommes. La vitalité des manifestations du 8 mars en témoigne, en plus du refus massif de la tentative d'instrumentalisation à des fins racistes des luttes féministes par des groupuscules d'extrême droite.

Notre syndicalisme internationaliste a pour boussole la justice et la lutte contre l'oppression.

Entre va-t-en guerre, surtout contre notre camp social, et pacifisme à tout prix, qui offrirait un boulevard à Poutine : une autre voie est possible

Notre conception du syndicalisme exige la paix puisque les premières victimes de la guerre sont toujours les plus précaires et les salarié·es mais jamais le patronat et les possédants, qui en profitent toujours pour en tirer des bénéfiques. Dans le même temps, notre syndicalisme profondément internationaliste défend toujours les peuples opprimés et combat l'impérialisme comme la guerre menée par la Russie en Ukraine qui relève d'une volonté impérialiste à des fins politiques, militaires et économiques pour faire advenir un projet nourri de l'imaginaire grand russe. La paix que nous réclamons ne peut donc se faire aux conditions imposées par l'agresseur. Le principe incontournable de justice sociale et le droit des peuples à l'auto-détermination que nous portons également comme principe fondamental doivent s'articuler avec notre défense de la paix, qui pour être durable doit être juste.

C'est le cas en Ukraine comme en Palestine, où la reprise de la guerre à Gaza voulue par Netanyahou avec l'appui de Trump est une horreur pour le peuple Palestinien nié dans son existence même. La reprise du génocide, les annexions en Cisjordanie, la volonté de déplacements forcés... sont les signes d'un nettoyage ethnique que nous devons combattre.

Plus que jamais, notre syndicalisme doit peser pour exiger des sanctions contre l'État israélien, l'application des décisions de la CPI et la reconnaissance du droit peuple palestinien à un État, dans le cadre de l'autodétermination des peuples et de l'égalité des droits.

Lier les questions internationales à la question de la justice sociale et écologique

Trouver un équilibre entre la défense de la paix et la défense du peuple ukrainien agressé, n'est évidemment pas simple. Mais la FSU doit contribuer à un vaste débat public avec l'ensemble du mouvement social sur ces questions complexes, sans oublier celle du contrôle démocratique des choix opérés à l'échelle nationale, européenne et internationale sur les questions militaires.

Au moment où Bardella et Marion Maréchal sont invités par Netanyahu, où le vice-président américain soutient l'extrême droite européenne, rendre visibles les liens et les alliances existantes entre oligarchies, libertariens, trumpistes, néolibéraux et extrême droite est essentiel pour délégitimer cette dernière option politique. L'augmentation des inégalités nourrit et renforce une extrême droite en collusion avec les ultra-riches, c'est devenu une évidence aux USA, mais c'est également le cas en France, avec des médias « bollorisés » qui diffusent les idées d'extrême droite.

C'est bien à un combat idéologique qu'il nous faut s'atteler, comme sur la question des « dividendes de la paix » présentés par Macron comme sources de financement de conquêtes sociales en fait bien antérieures. Le même « tour de passe-passe » grossier que le « quoi qu'il en coûte », qui a surtout profité au patronat pendant et longtemps après le COVID. Ces dernières années, ce sont bel et bien les riches qui ont perçu des dividendes massifs et augmentant chaque année depuis 2017. Ils ont atteint un total de 606 milliards de dollars au deuxième trimestre 2024 dans le monde, en hausse de 5,8 %, par rapport à la même période l'an dernier, où ils étaient déjà à leur plus haut niveau. La France est, de loin, le pays de l'Union Européenne où les dividendes versés par les entreprises sont les plus élevés avec 69 milliards de dollars l'an dernier, devant l'Allemagne (57 milliards de dollars) et l'Espagne (23 milliards de dollars). De surcroît, dans le même temps, leur taux d'imposition a baissé. Le choix de Macron-Bayrou de faire payer l'effort d'investissement militaire par une réduction supplémentaire des droits sociaux, des droits démocratiques et de l'écologie est inacceptable. De manière unitaire, le syndicalisme doit le dénoncer fermement et marteler que si renforcement du soutien à la résistance ukrainienne et des moyens dédiés à la dissuasion militaire il y a, ce sont les

riches et ultra-riches qui doivent donc contribuer les premiers à cet effort, par l'augmentation de leurs impôts.

Construire l'offensive sociale

Face à un gouvernement qui est en réalité affaibli et qui tente de profiter de la crise pour se renforcer et dérouler ses attaques, nous devons développer une offensive sociale, donner à voir les autres chemins et mobiliser. Il s'agit de reconstruire des mobilisations pour sortir de la sidération face à un monde volontairement bouleversé dont la déstabilisation est organisée. Sans cela les attaques vont se répéter en s'accélégrant.

L'« économie de guerre » ne doit pas être le prétexte à l'abandon des politiques sociales. C'est même un contre-sens. La sécurité ne peut pas être envisagée uniquement sous l'angle militaire, elle doit l'être aussi sur le plan environnemental ce qui implique de sortir de la dépendance vis-à-vis des fossiles et des puissances productrices en planifiant la sobriété énergétique globale et le développement d'énergies renouvelables, sur le plan sanitaire et alimentaire avec une protection sociale nettement renforcée et élargie, mais aussi sur le plan social avec une hausse des budgets sociaux, l'amélioration des salaires et des pensions bien sûr mais aussi les mesures en faveur de l'égalité femmes-hommes... C'est impératif et tout le contraire d'une cure d'austérité. Cela aussi, nous devons le marteler.

Il nous faut aussi anticiper un risque de plus en plus consistant d'instrumentalisation de l'école et de la jeunesse dans le discours pro-militariste que commence à déployer le pouvoir. Les annonces de Macron concernant le retour du SNU sous une nouvelle forme en sont un exemple. Plutôt que de « réarmer » les esprits des enfants ou d'utiliser la jeunesse comme une manne de réservistes, il faut leur offrir plus et mieux d'école publique et de voies d'émancipation mais aussi une réelle protection contre toutes les formes de violences et de domination). L'éducation et la protection des enfants et des adolescent·es de ce pays doit être une priorité. Cela passe par la mise au rencart de la proposition de loi Attal voulant aligner la justice des mineur·es sur celle des majeur·es et l'attribution d'un budget conséquent pour l'éducation. C'est même une nécessité pour permettre à la jeunesse d'affronter les défis d'un avenir de plus en plus compromis par les ravages du capitalisme, les bouleversements climatiques et les destructions environnementales.

Des éléments d'espoir existent

Dans une période aussi complexe que celle-ci, il nous faut garder dans notre syndicalisme une forme d'optimisme de la volonté. L'espoir est une exigence absolue et un élément essentiel pour mobiliser. Trouver les moyens de générer de l'espoir est l'une des responsabilités de notre syndicalisme. Une série de mobilisations sociales montrent clairement que les luttes sont, non seulement possibles, mais qu'elles peuvent être massives et victorieuses.

La journée de grève du 5 décembre illustre que lorsque le syndicalisme s'empare d'un sujet et le rend audible par les salarié·es, il rend une victoire tangible. Dès lors que les personnels s'en emparent ils sont en capacité de fragiliser les attaques des néolibéraux.

La grande réussite des manifestations féministes du 8 mars et leur profil résolument jeune et antifasciste, le succès de la journée de mobilisation contre le racisme du 22 mars, ont mis en évidence une capacité forte à se mobiliser sur ces questions. La lutte contre tous les racismes, dont l'antisémitisme et l'islamophobie, sont une priorité. Notre camp social, la gauche sociale et politique, se doit donc d'être exemplaire sur ce sujet. Ces mobilisations attestent par ailleurs d'une compréhension à grande échelle des liens entre domination patriarcale, prédation capitaliste et danger fasciste. Elles ont par ailleurs un effet d'entraînement.

Dans le viseur des libéraux, les retraites demeurent une bataille centrale

La rhétorique de « l'économie de guerre » sert de prétexte à un retournement complet du motif de l'ouverture de négociation sur les retraites. Il s'agissait, au départ, de trouver les aménagements possibles de cette réforme décriée. C'est en tout cas de cette manière qu'un Bayrou voulant éviter la censure a présenté son conclave. Aujourd'hui, il s'agit, pour le gouvernement et le patronat, d'en profiter pour imposer les vieilles lunes des droites : reculer l'âge de départ, imposer une augmentation du temps de travail, qui plus est sans contreparties, ou une retraite par capitalisation, le patronat la présentant même, non sans cynisme, comme une forme de salaire différé.

Il est de la responsabilité du syndicalisme de décrypter cette offensive et ne pas laisser faire.

Malgré son champ restreint à la Fonction publique, la FSU peut et doit se donner un rôle d'impulsion dans l'intersyndicale sur ce sujet. Reprendre la main en mobilisant massivement nécessite de travailler des supports de conscientisation et de conviction à l'échelle de masse, au moins avec nos partenaires (CGT et Solidaires). Proposer à l'intersyndicale complète d'y travailler pourrait constituer un premier pas vers des mobilisations à envisager en commun. Aux grèves sectorielles du 25 mars à la PJJ et du 1er avril à France travail, dans le secteur social et médico-social, ou encore à la journée d'action du 25 mars dans l'enseignement agricole et à celle du 27 mars dans l'enseignement supérieur et la recherche doivent s'ajouter des initiatives unitaires interpro ou Fonction publique. Les dates du 3 avril et du 1er mai sont déjà dans l'agenda social. La FSU doit s'en saisir pour construire le nécessaire rapport de force à même de rompre avec les politiques austéritaires en cours.

La mobilisation du 1^{er} mai doit permettre de porter, avec les revendications syndicales, celles de paix. Mettre au centre du débat public les questions de justice sociale et écologique, plus que jamais liées au contexte international, que le narratif du pouvoir sur « l'économie de guerre » est en train de passer par pertes et profits, est une absolue nécessité. Un 1^{er} mai qui sorte des habitudes, pour préparer une initiative interprofessionnelle la plus rapide possible, aux alentours de la mi-mai, qui doit être un temps fort de notre printemps de mobilisations.

Luttons pour agir sur les horloges !

L'extrême droite demeure aux portes du pouvoir et les politiques néolibérales profitant aux riches au détriment du reste de la population lui servent de marchepied. Leur alliance les rend encore plus dangereuses. Mais l'hégémonie culturelle n'est pas tombée de leur côté, il y a encore de l'espace pour notre camp social, qu'il faut unifier et dynamiser. Les mandats offensifs et unitaires de la FSU à l'issue de son onzième congrès, notamment sur la refondation du syndicalisme de transformation sociale ou le lien à la gauche politique dont il faut imposer l'unité sur un programme de rupture, sont un point d'appui. La FSU doit être à l'offensive, volontariste, combative, occuper le terrain, contribuer à impulser les luttes nécessaires, avec d'autres, pour dépasser la sidération et renouer avec l'espoir de la transformation sociale.